

La Tengo Éditions
18, rue Oberkampf
75011 Paris
www.la-tengo.com

Tous droits de reproduction, de traduction
et d'adaptation réservés pour tous pays
© Éditions La Tengo

PHÉNIX
CODE NÉMÉSIS

*La
tengo*

Némésis : *déesse de la juste colère, divinité qui punit les transgressions graves des hommes dans leur conduite à l'égard des autres dieux ou des autres hommes. La Némésis est le châtement de l'hubris, de la démesure.*

« Le ciel rabaisse toujours ce qui dépasse la mesure. » Hérodote

Cette histoire imaginaire mêle personnages de fiction et personnages réels dont la présence, romancée, n'est pas fortuite.

Première partie

L'attentat

Chapitre 1

Rue de Mouzaïa

28 mai 2017, 18 h 30, XIX^e arrondissement

La porte cochère du 9 s'ouvrit sans bruit. Une silhouette glissa par-dessus le montant et s'engagea sur le trottoir. C'était celle d'un jeune vêtu d'un sweatshirt gris et d'un bonnet de couleur noire. Il rabattit sa capuche, prit une grande inspiration et se lança dans la rue. Tout en marchant, il examinait les véhicules stationnés de façon anarchique.

Il fila dans la rue de la Liberté et tourna au coin d'une façade couverte de tags. Après une centaine de mètres, il s'arrêta au croisement de la villa Amalia et de la rue du Général Brunet. Il venait de remarquer une voiture correspondant à ses critères : la marque était passe-partout, la carrosserie de couleur orange ne présentait aucune éraflure, la plaque d'immatriculation indiquait une série récente. Il se pencha devant le véhicule comme s'il allait ramasser quelque chose et dégagea de sa poche un amplificateur d'émission qu'il approcha du système de verrouillage. Sous l'impulsion, la tirette sauta. Il ouvrit la portière et s'installa sur le siège conducteur. Pendant quelques secondes, il garda les yeux clos, humant l'odeur du neuf. S'il avait déjà volé beaucoup de voitures dans sa « carrière », il avait toujours eu un faible pour les véhicules français.

C'était son côté patriotique.

Il rouvrit les yeux et actionna l'amplificateur d'ondes radio. Le moteur lui répondit par un grondement qui fit vibrer le tableau de bord. Sitôt l'objet rangé dans sa poche, il posa la main sur le levier

de vitesse et enclencha la marche arrière. Dès qu'il recula, le bip se mit en marche. Il déroula la ceinture, la glissa dans le loquet métallique et décolla.

La Peugeot 208 orange remonta la rue du Général Brunet. Parvenu à la place Rhin et Danube, il emprunta la rue David d'Angers, continua sur le boulevard Sérurier, contourna la station Pré-Saint-Gervais et retrouva la rue de Mouzaïa. Arrivé au niveau du 9, il s'immobilisa.

Un individu en sortit : brun et de taille moyenne, il portait un sac de sport rouge frappé de la marque Adidas. Il traversa la chaussée, ouvrit la portière passager et se faufila dans l'habitacle en posant le sac devant ses pieds. Sa ceinture mise, la voiture repartit.

– T'es sûr d'Ali ? demanda le passager.

– Comme d'un frère.

– Et il peut pas se tromper ?

– Non. Il a reconnu la bagnole et la plaque...

– Il s'est pas fait repérer ?

– Putain, t'es lourd... Il est malin, Ali. S'il a donné le signal, c'est que c'est bonnard.

Il ajouta en le regardant :

– Tu sais c'est quoi, ton problème ? Tu fais pas assez confiance aux gens...

Le conducteur s'engagea dans la villa Eugène Leblanc, tourna à gauche en direction de la rue de Bellevue. Bien que « Trappiste »¹, il était à l'aise dans les XVIII^e, XIX^e et XX^e arrondissements.

À hauteur de la rue des Lilas, il prit à droite et remonta la rue Janssen à contresens.

– Qu'est-ce que tu fous ?!

– Ben, j'la teste, dit le conducteur en accélérant. J'la connais pas, c'te caisse.

– Pourquoi tu la testes pas dans le bon sens ?

– T'inquiète. Y a personne à cette heure-ci... Puis il faut savoir prendre des risques.

– Ouais, mais pas aujourd'hui.

– T'as tort. Surtout aujourd'hui.

Il fonça dans l'artère déserte, déboucha dans la rue de l'Inspecteur Allès et rejoignit la rue du Pré-Saint-Gervais. Elle donnait sur le boulevard Sérurier.

– Mais c'est la rue de Mouzaïa derrière nous ! Pourquoi on y revient ?

– Et si on est suivis par les schtars ?

– OK, si tu veux.

– Des fois, ça t'arrive de penser ? dit le conducteur en tapotant sa tempe avec son doigt.

La Peugeot fila sur les Maréchaux. À 18 h 55, il gara le véhicule sur le boulevard. Il abaissa le pare-soleil, poussa un soupir et enfonça son dos dans le siège. Le passager se pencha sur le sac posé devant ses pieds et en retira une photographie en couleurs qu'il lui tendit : on y distinguait un homme en tenue camouflage, aux cheveux courts et gris, avec une tunique où le pli dissimulait le nom cousu au-dessus de la poche droite. Le conducteur l'examina et lui rendit en disant :

– Et alors, pourquoi tu m'montres ça ?

– Ben, c'est lui.

– Mais j'm'en tape, lui ou un autre. J viens pas lui demander de m'marier avec sa fille.

– T'es un mec bizarre, tu sais.

– C'est toi qu'es zarbi, on dirait que tu vas à un entretien, là... Il t'manque plus que la cravate...

Il s'interrompt pour observer une jeune femme blonde qui promenait un enfant dans une poussette sur leur côté du boulevard. Elle longea leur véhicule sans les regarder et s'arrêta quelques mètres plus loin. Aveuglée par le soleil de fin d'après-midi, elle se protégea les yeux d'une main. Puis elle se décida à traverser.

1. Habitant de la ville de Trappes.

Au même moment, dans son rétroviseur, le passager aperçut une berline en train de remonter la chaussée. La voiture les dépassa, ralentit à l'intersection et signala de son clignotant qu'elle allait emprunter la contre-allée.

Il n'y avait aucun doute possible.

C'était *elle*.

Chapitre 2

Barkhane

28 mai 2017, Ouest parisien

La sonnette retentit à l'intérieur de la villa. Un militaire d'une trentaine d'années, vêtu en civil, traversa le couloir et s'approcha de la porte d'entrée. Il appuya sur le bouton d'un visiophone relié à deux caméras orientées sur la rue ombragée. L'image en noir et blanc d'un homme apparut sur l'écran de contrôle.

– C'est moi, Stéphane, avertit le visiteur.

– Je t'ouvre, Antoine, dit le militaire en libérant la grille d'entrée.

Le nouveau venu traversa le jardin, entra dans la pièce principale et s'installa dans le canapé qui faisait face au gigantesque téléviseur. Des voix étouffées leur parvenaient du sous-sol de la villa.

– Il arrive, confirma Stéphane, en répondant au regard interrogateur d'Antoine.

La porte s'ouvrit. Un homme grand et mince, cheveux courts et gris, apparut. Le visiteur se leva et salua.

– Général, lui dit Antoine.

– Bonjour Antoine, répondit-il.

Des sifflements de perceuse et des crépitements électriques remontèrent jusqu'à eux. Des techniciens du ministère de la Défense à accréditation maximale étaient en train d'installer une salle de visioconférence sécurisée.

Le général était un H-24. Dans la terminologie administrative, ceci signifiait qu'il devait être joignable, convocable, disponible à tout instant du jour et de la nuit. Son nouveau poste exigeait la sécurisation de sa résidence principale et la mise à disposition de toutes les installations du service dont il prenait la direction.

C'était son premier poste « civil ».

Né à Pau, âgé de cinquante-sept ans, il avait commencé sa carrière dans les troupes alpines. Après trois années passées au 13^e Dragons, il avait pris la tête du 27^e BCA² entre 2003 et 2005. Il avait ensuite commandé la brigade Lafayette en Afghanistan, l'opération Licorne en Côte d'Ivoire et dirigé l'opération Barkhane entre 2014 et 2015.

– Binville ?

– Il arrive, général.

Le général de corps d'armée regardait sa montre en marchant de long en large. Cinq minutes plus tard, une berline noire ralentissait devant la grille d'entrée. La double porte électrique s'ouvrit pour la laisser passer. Debout devant le visiophone, Antoine surveillait les abords de la propriété. Sur la caméra trois, derrière le véhicule, il aperçut un jeune à l'allure dégingandée, le visage noyé dans l'ombre d'une casquette. Soupçonneux, il activa la commande d'une autre caméra extérieure : l'adolescent s'éloignait dans l'avenue feuillue, un téléphone portable à la main.

– Qu'est-ce qu'il fout, celui-là ? dit Antoine en s'adressant à Stéphane.

– Je ne sais pas. On a quelqu'un sur place ?

– Non, c'est dimanche.

– Appelle quand même.

Antoine chercha un nom sur son portable et pressa l'écran tactile. Après quelques sonneries, il laissa un message et raccrocha.

À 18 h 30, le général quitta sa résidence. Accompagné de Stéphane qui l'attendait devant la porte vitrée, un renflement visible

2. 27^e Bataillon de chasseurs alpins.

sous sa veste, il traversa le jardin, égayé des pépiements d'oiseaux. Antoine les rejoignit en pressant le pas. Les trois hommes parvinrent à la grille d'entrée devant laquelle attendait un autre soldat en civil. Ce dernier ouvrit la porte arrière d'une Peugeot 508 de couleur gris anthracite.

– Général, dit-il en saluant.

Le chauffeur s'appelait Jérémie Binville. C'était un ancien de Barkhane³.

L'opération Barkhane, engagée au Sahel par l'armée française, vise à détruire les groupes islamistes de la région. Elle fait suite aux opérations Serval et Épervier. En poste au Tchad de juillet 2015 à décembre 2016, Binville était conducteur d'automitrailleuse. Il avait été décoré de l'Ordre national du mérite pour bravoure à la suite d'un accrochage avec un convoi de djihadistes sur la route de Gao à Abdou Salam. Ce jour-là, son sens de l'initiative avait sauvé la vie à plusieurs dizaines d'hommes. Binville n'aimait pas en parler.

La berline fila le long des avenues feuillues avant de s'engager sur le périphérique Nord. Deux motards de la police nationale se lancèrent derrière elle au niveau de la porte de Neuilly. Gyrophares éteints, ils la suivaient à quelques dizaines de mètres.

Les hauts dirigeants de l'armée ne sont pas escortés par le Service de la protection de la police nationale (SDLP), chargé de la sécurité des hautes personnalités, ni par le Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR), qui fait partie du SDLP, dont la mission est de protéger le président de la République, sa famille, les anciens présidents, certains conseillers et personnalités.

Ils ne sont pas non plus accompagnés par la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD), dont la responsabilité se limite à veiller au personnel, aux informations, au matériel et aux installations sensibles.

3. L'opération Barkhane tire son nom du mot arabe barkhane, donné aux dunes en forme de croissant allongé dans le sens du vent. Les barkhanes existent là où l'apport de sable est limité et où les vents sont unidirectionnels. On trouve des barkhanes dans le Sahel, en Californie ou encore sur Mars...

Il n'existe pas de service de protection rapprochée pour les hauts responsables militaires français. C'est une question de principe. Si les forces armées ont pour mission de défendre la France, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, elles doivent commencer par assurer leur propre sécurité. Les dirigeants de la défense sont escortés par des militaires spécialement entraînés à cette fonction.

En plus de Jérémie Binville, deux officiers de sécurité se chargeaient de la protection du général : le lieutenant Stéphane Rougerie et le sergent Antoine Lenormand. Tous deux étaient d'anciens commandos marine. Les trois hommes, vétérans de Barkhane, se connaissaient pour avoir servi sous les ordres de l'ancien patron des forces françaises au Sahel.

Les commandos marine sont les unités d'élite de combat de la Marine nationale. Ils peuvent être employés indifféremment par la Marine ou par le Commandement des opérations spéciales (COS). Sur les sept unités opérationnelles d'environ 90 hommes chacune, six sont basées à Lorient et une dans le Var.

Antoine Lenormand venait du commando Hubert, constitué de nageurs de combat. Rougerie avait appartenu au commando Jaubert, spécialisé dans l'extraction de ressortissants ou la libération d'otages. On l'avait « employé » pour des opérations secrètes au Sahel.

La berline entra dans Paris au niveau de la porte des Lilas. Le général, l'air soucieux, était en train de parler avec Rougerie. Ce dernier s'interrompit pour répondre à un appel. Il confirma à son interlocuteur leur arrivée imminente.

Le deuxième motard dépassa le premier motocycliste, accéléra et doubla le véhicule anthracite. Il inclina sa BMW R 1200RT, prit le virage en épingle et contourna le terre-plein central. La berline suivait à une trentaine de mètres de distance. Elle ralentit au niveau de l'intersection, le clignotant gauche illuminé, se replaça du côté des numéros impairs et s'apprêta à s'engager sur la rampe qui menait au parking souterrain. Il était 19 h 01.

Le premier motard aperçut un groupe de trois jeunes. Ils s'avançaient sur le boulevard hérissé de platanes en direction du parking souterrain. Il remarqua aussi une jeune femme blonde. Avec sa poussette, elle traversait la voie du tramway sans regarder.

Il la fixa quelques instants puis leva sa main gantée pour indiquer aux trois jeunes hommes de s'arrêter.

La Peugeot anthracite amorça la descente.

Chapitre 3

141, boulevard Mortier

28 mai 2017, 19 h 03, 141, boulevard Mortier

Les deux occupants de la Peugeot orange garée de l'autre côté du boulevard observèrent la berline en train de s'engager sur la rampe.

– C'est le moment, mon frère, dit le passager.

– Inch'Allah!

– Inch'Allah!

Ils rabattirent les extrémités de leurs cagoules noires.

La Peugeot 208 démarra, braqua, traversa la voie du tramway et accéléra. En entendant le grondement du moteur, la jeune femme blonde se retourna. Son regard croisa ceux des deux hommes au moment où le véhicule la percutait de plein fouet. Basculant sur le capot, elle fut emportée sur quelques mètres tandis que la poussette, soulevée du sol, rebondit un peu plus loin avant de terminer sa course contre un arbre.

– Qu'est-ce que tu fous?! cria le passager.

– Ta gueule!

Le premier motard, arrêté devant l'entrée de la rampe, se retourna, dégagea son arme de son holster et tira. Le pare-brise de la Peugeot orange s'étoila sous les impacts de projectiles. Lancé à toute allure, le véhicule freina brutalement. La portière passager s'ouvrit, un tireur cagoulé en sortit et lâcha une rafale de fusil-mitrailleur. Le premier motard s'effondra sur le bitume, le second dégaina son

pistolet automatique et riposta avant de s'écrouler à son tour. Repoussant la porte criblée de balles, le « conducteur » apparut et pointa son arme en direction de la 508 qui descendait vers l'entrée du garage.

Les projectiles de 7,62 des deux kalachnikovs balayèrent la lunette arrière et s'incrustèrent dans le blindage de la carrosserie. En découvrant les deux tireurs dans son rétroviseur, Jérémie Binville immobilisa le véhicule à mi-pente, enclencha la marche arrière et écrasa l'accélérateur. La berline remonta la voie d'accès dans un bruit de lessiveuse. Elle rebondit sur le ralentisseur en béton, emporta l'avant de la 208 et continua pendant 50 mètres avant de s'arrêter.

Les deux terroristes se précipitèrent dans sa direction. À une quinzaine de mètres derrière elle, ils épaulèrent leurs AK-47 et firent feu. Rougerie jaillit du côté passager et déchargea son PAMAS semi-automatique sur les deux assaillants. Il abattit le « conducteur », mais manqua le « passager », qui riposta d'une nouvelle rafale. L'officier éjecta son magasin, en enfonça un autre, tira de nouveau et sauta dans la 508, qui repartit à toute allure sur le boulevard Mortier.

Au même moment, deux militaires armés de pistolets-mitrailleurs courts Heckler & Koch émergèrent de l'entrée du 141 et ouvrirent le feu sur le second tireur. Ce dernier, en réalisant qu'il était pris sous un tir croisé, recula, vida son chargeur en direction de la berline et des soldats, puis jeta sa kalachnikov et fonça le long de l'allée centrale en slalomant entre les platanes. Les morceaux d'écorce voltigeaient au milieu des crépitements des balles.

Il avait couru sur environ 200 mètres quand l'entrée de la station de métro Porte des Lilas apparut. Il se précipita dans les escaliers et s'engagea dans le couloir de droite, qui indiquait la direction Mairie des Lilas sur la ligne 11. L'un des militaires de faction s'engouffra à sa suite, mais convaincu que le fugitif se dirigeait vers le centre de Paris, il se lança sur le mauvais quai au milieu des cris qui

s'élevaient à la vue de son pistolet-mitrailleur. Quand il le reconnut enfin, il était trop tard : la rame se ruait dans la station. Au signal sonore, les portes se refermèrent dans un claquement. Le tireur avait disparu.

La berline pénétra dans le parking souterrain d'un immeuble du boulevard Voltaire qui abritait l'une des « *safe-houses* » de la DGSE. Son MAC 9 millimètres parabellum sorti, Binville couvrait le général tandis que Rougerie et Lenormand assuraient les arrières. Ils s'engouffrèrent dans l'ascenseur qui les conduisit jusqu'à un logement sécurisé au septième étage.

Pendant que Binville envoyait des messages sur un portable à ligne cryptée et que les deux agents de sécurité s'entretenaient au téléphone avec l'officier de surveillance du 141, Palasset observait Paris à travers la porte-fenêtre qui donnait sur le balcon. Le directeur de la DGSE se dit qu'il retournerait bien dans le désert malien.

Chapitre 4

Le commissaire Sanchez

Soirée du 28 mai 2017, boulevard Mortier

Les policiers du commissariat du XX^e arrondissement parvinrent sur les lieux cinq minutes après les faits. Ils repoussèrent sans ménagement les curieux qui s'étaient déjà regroupés autour du 141, bloquèrent la circulation des deux côtés du boulevard, à la fois au niveau de la rue de Belleville et de la rue du Surmelin. Ils fermèrent également les accès à la rue Saint-Fargeau et les boulevards des Maréchaux.

Le siège de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) est localisé au 141, boulevard Mortier, dans le XX^e arrondissement. Il est surnommé la Piscine, en raison de sa proximité avec la piscine des Tourelles. À l'intérieur des locaux, on parle plutôt de la « boîte ». Dans les années 1990, on avait envisagé de déménager l'ensemble des services au Fort de Noisy (où est basé le service Action), mais le projet ne s'était pas réalisé pour des raisons budgétaires. Il avait fallu alors agrandir le siège en installant des bureaux de l'autre côté du boulevard Mortier. De façon à faciliter les mouvements de personnel et à ne pas les exposer à la circulation des véhicules, on avait construit un tunnel pour aller et venir d'un bâtiment à l'autre.

Les ambulances arrivèrent peu de temps après la police de quartier. La jeune femme et sa petite fille furent transportées vers

l'hôpital le plus proche. À 19 h 23, les services de la DCPJ⁴ et les médico-légaux débarquèrent sur la scène de crime. Puis ce fut le tour de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), et d'agents du service des relations extérieures de la DGSE. Le préfet de police, Michel Delpuech, accompagné du ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, et de la ministre des Armées, Sylvie Goulard, les rejoignit dans la soirée.

De l'autre côté des cordons de police, derrière les camionnettes mobiles des chaînes de télévision, deux journalistes, spécialistes des questions de défense, conversaient :

- Le directeur de la DGSE, tu es sûr ?
- Oui.
- Palasset ? Mais il vient d'être nommé !
- Oui, il y a sept jours. Nommé DGSE par intérim.
- Alors, pourquoi s'en prendre à lui maintenant ?

* * *

Vêtus d'une combinaison en nylon étanche avec capuche, les hommes de la police scientifique avaient délimité les emplacements des quatre corps, des douilles, des armes abandonnées sur la chaussée. Ils prenaient des photos, étudiaient chaque détail de la scène de crime, les marques de projectiles sur les platanes, les impacts sur le véhicule des terroristes. Ils ramassèrent les deux kalachnikovs, les chargeurs, et les envoyèrent au laboratoire pour analyse des empreintes digitales et des traces papillaires. Ils relevèrent les taches de sang, placèrent les indices dans des sachets en plastique et des tubes.

Le commissaire Sanchez récupérait ses deux enfants, dont elle partageait la garde alternée avec son ancien mari, commissaire à la BRB ou Brigade de répression du banditisme, quand son portable sonna. Il était 19 h 20. L'attentat avait eu lieu à 19 h 03.

⁴. Direction centrale de la police judiciaire.

À 19 h 40, elle arriva sur les lieux. Elle traversa la foule, souleva le cordon de police et reconnut une collègue du 36 :

– Anna, tu peux me rendre un service ?

Anna sourit en reconnaissant sa supérieure, une femme menue, aux cheveux courts et blonds, âgée d'une quarantaine d'années.

– Oui, Lucie ?

Elle indiqua du doigt les deux enfants assis à l'arrière du véhicule. À travers les reflets de la vitre, leurs visages se montraient à la fois surpris et curieux.

– Tu peux les amener chez ma mère ? Je te donne l'adresse. Elle habite à quinze minutes d'ici.

Anna sourit :

– Bien sûr.

– Merci beaucoup.

Elle s'avança vers deux inspecteurs de la DPJ.

– Vous avez fouillé la bagnole des suspects ?

Ils la regardèrent. Elle avait de sacrés cernes.

– On vous attendait, commissaire.

– Bon, je suis là. Allez-y.

Ils enfilèrent des gants en plastique et disparurent dans l'habitacle.

Un quart d'heure plus tard, ils rejoignirent Sanchez, en conversation avec le légiste, en agitant des pochettes d'indices sous scellés. Ils avaient trouvé les papiers du véhicule, un rouleau de bande adhésive et un sac rouge de marque Adidas contenant des chargeurs d'AK-47.

– D'après la carte grise, le véhicule appartient à un certain Stéphane Chapal, patron, dit l'un d'eux.

Sanchez observa la carte grise à travers la couverture plastique. Un jeune inspecteur courut vers elle :

– Patron, vous allez pas le croire !

– Quoi, Ludo ? dit-elle.

– Devinez ce qu'on a trouvé sur le cadavre du tireur !

– La carte d'identité?

– Ben oui, comment vous savez?

– Je devine... Rachid Nourine, né le 7 décembre 1995 à Trappes dans les Yvelines, lut-elle sur le document que Ludo avait découvert. Tiens, un Trappiste, les gars! Castaldi, alors, elle vient cette immat?! s'écria-t-elle en se tournant vers un inspecteur, grand et costaud.

Castaldi sortit un petit carnet et lut ses notes : selon le fichier national des immatriculations, la Peugeot 208 appartenait bien à un certain Stéphane Chapal, célibataire, domicilié 5, villa Amalia.

– Villa Amalia, c'est pas loin, patron, dit Castaldi avec son accent du sud.

Elle demanda ensuite les vérifications des identités de Nourine et de Chapal.

– Bon, avec un peu de chance, Chapal est le complice qui s'est échappé. Vous me vérifiez tout sur ces mecs : casiers, fichés S, domiciles... Nous, on va chez Chapal, c'est à côté. Et ensuite, on fait une descente chez Nourine! Allez, on bouge, les gars...

Sanchez et ses trois adjoints sautèrent dans une voiture banalisée. Le véhicule démarra et stoppa aussitôt. Une main surgit de la vitre baissée et s'agita en direction de Ludo :

– Ludo, tu vas voir la sécurité de la DGSE. Tu leur demandes qui était en charge, tu essaies de récupérer les bandes. Quand Anna revient, tu lui demandes de faire une enquête de voisinage : noms des témoins, dépositions, le toutim...

– Ouais, patron, dit-il.

– Ensuite, tu fonces au service de vidéosurveillance de la RATP, et tu me trouves une image du deuxième tireur. On sait qu'il a pris la direction « Mairie des Lilas ». Compris?

Elle n'attendit pas la réponse. Un gyrophare avait jailli de la portière. Il atterrit sur le toit de la voiture qui déguerpit sur le boulevard Mortier dans un crissement de pneus. Elle appela l'inspecteur de permanence au quai des Orfèvres.

– Alors? demanda-t-elle.

– Patron, je viens d'accéder au SCDC⁵.

– Et?

– Nourine a un sacré casier.

– Raconte.

– Vingt-sept condamnations pour vols de voiture... Deux peines de prison avec sursis et une condamnation à un an pas effectuée.

– Rien d'autre?

– Presque toujours des véhicules français.

– Ah...

– Un vrai patriote, ajouta l'inspecteur.

– Tu as regardé le fichier FSPRT⁶? demanda-t-elle.

– Rien.

– Donc aucun lien connu avec le terrorisme?

– Aucun, confirma-t-il.

Sanchez raccrocha et appela l'agent de liaison de la DGSI. Elle voulait savoir s'il connaissait Nourine ou Chapal.

– Non, aucun n'est fiché S, dit-il au bout de quelques minutes d'attente.

– Et vous n'avez rien sur eux? Ils n'ont jamais été surveillés ou interrogés? insista-t-elle.

– Inconnus au bataillon, commissaire.

5. Le SCDC (Service central de documentation criminelle) prend en charge les nombreux fichiers utilisés par la police nationale : le FVV (fichier des véhicules volés), le FPR. (fichier des personnes recherchées), le logiciel de rédaction des procédures, le fichier CANONGE (fichier contenant les photographies et les signalements des auteurs de crimes et délits), le logiciel Gaspard (gestion automatisée des signalements et des photographies répertoriés et distribuables), et le STIC. (système de traitement des infractions constatées).

6. Créé en 2015, le fichier FSPRT (fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste) concerne 19 000 personnes en France. Il est indépendant du fichier S (près de 20 000 personnes, dont 12 000 pour un lien avec l'islamisme radical).

La plupart des fiches S sont alimentées par la DGSI. Classées de S1 à S16, elles suivent des numérotations administratives qui ne correspondent pas à des niveaux de dangerosité. À chaque nouvel attentat, les politiques, souvent de droite, parfois de gauche, réclament des détentions préventives ou autres mesures, souvent illégales, susceptibles d'emporter l'adhésion populaire. Initialement fiche de surveillance, la fiche S est devenue une bombe politique.

À 20 h 20, le véhicule de la DCPJ s'arrêta villa Amalia. Un fonctionnaire de police fit le tour du bâtiment et se positionna de l'autre côté, rue du Général Brunet.

– Attention, dit Sanchez en s'adressant au reste de son équipe devant l'entrée. Si c'est lui, il est extrêmement dangereux.

Les trois policiers enfilèrent leurs gilets pare-balles et s'engouffrèrent dans l'escalier. Arrivés au deuxième étage, ils sortirent leurs armes. Sanchez plaqua son dos contre le mur attendant à la porte d'entrée et frappa.

– Police! Ouvrez! cria-t-elle.

Chapal ouvrit, l'air hagard. Des éclats bleus se reflétaient sur le miroir mural. Dans le fond, on entendait la voix d'Anne-Sophie Lapix. Il regarda les pistolets braqués sur lui, la carte de police, et dit :

– La police? Qu'est-ce... qu'est-ce qu'il se passe?

* * *

Tandis que l'on emmenait Chapal de la villa Amalia jusqu'au 36, une voiture banalisée fonçait sur le périphérique, direction square Jean-Macé à Trappes.

À 21 h 35, la Mégane de Sanchez se gara derrière l'un des fourgons de la BRI⁷, stationné à une centaine de mètres de l'entrée de la cité. Elle sortit du véhicule, ouvrit le coffre et distribua les gi-

7. Brigade de recherche et d'intervention. Avec le GIPN et le RAID, elle constitue la Force d'intervention de la police nationale.

lets pare-balles. Un homme de la BAC⁸, costaud, mal rasé, blouson en cuir, holster se balançant sur la hanche, s'avança vers elle. Ils se saluèrent, elle en se haussant sur la pointe des pieds pour lui faire la bise.

– Alors, Sanchez, dit-il, c'est le retour aux sources?

Elle avait commencé sa carrière à la BAC de Trappes. Au bout d'un an, elle avait été transférée à la BAC de Cachan. Trappes et Cachan, elle y avait tout appris du travail de police.

Elle se souvenait encore de sa première affaire. C'était il y a plus de quinze ans : à la suite de plaintes pour tapage nocturne, elle avait été appelée dans une cité toute proche. Lorsqu'elle avait découvert sur place un bébé de six mois, couvert d'ecchymoses au visage et au ventre, elle s'était précipitée dans les toilettes pour vomir. Elle avait placé les parents en garde à vue, mais deux jours plus tard, sous la pression de la mairie (la mère était la sœur d'un des conseillers municipaux), ils avaient été relâchés. Elle se rappelait aussi les caïds qu'elle avait laissé repartir par manque de preuves. Maintenant, certains d'entre eux étaient en Syrie. Quelque chose était pourri au royaume du Danemark, se dit-elle.

À 21 h 40, trois voitures de la BAC, deux véhicules de la Police judiciaire et deux fourgons blindés de la BRI entrèrent dans la cité à vive allure, feux et gyrophares éteints. À leur apparition, des sifflets retentirent et des silhouettes de guetteurs s'égaillèrent dans toutes les directions. Les fonctionnaires se précipitèrent vers l'entrée de l'immeuble B, et, précédés par un chien détecteur d'explosifs, ils se lancèrent dans l'escalier.

Parvenus au septième étage, les hommes de la brigade d'intervention s'approchèrent de la porte d'entrée.

– Blindée, dit celui de tête derrière son casque.

Le maître-chien fit reculer l'animal. Un policier de la BRI s'avança sans bruit et releva sa visière. Il examina les trois serrures

8. La BAC, ou brigade anticriminalité, à ne pas confondre avec la brigade anti-commando, est devenue la police des cités et des quartiers dits sensibles.

espacées le long de la tige en métal. De ses doigts levés, il entama un décompte, et fit sauter la porte blindée avec un vérin surpuissant.

Un à un, le premier protégé par un grand bouclier, les hommes de la brigade s'introduisirent dans le trois-pièces de la famille Nourine. Sanchez, des fonctionnaires de la DCPJ et de la BAC suivirent derrière.

– Police!

– Police!

En les apercevant, une femme d'une cinquantaine d'années habillée en longue robe à motifs colorés porta les mains à son visage et poussa un cri désespéré :

– Qu'est-ce qu'il se passe?! Qui êtes-vous?! Ali, Ali!

À l'appel de son nom, un homme vêtu d'un pull-over et d'une veste en laine surgit d'une petite pièce au fond du couloir envahi par les policiers. En les voyant, son visage blêmit.

– Laissez, laissez-les! cria-t-elle.

La femme, maîtrisée par une fonctionnaire de la BAC, s'agitait en découvrant ses deux fils plaqués au sol par les hommes de la BRI.

– Laissez-les! Ils n'ont rien fait, ce sont de bons enfants!

À l'extérieur, des voix s'élevaient, les portes s'ouvraient, les musiques des séries télévisées du dimanche soir résonnaient dans la cage d'escalier.

Deux minutes plus tard, l'appartement était sécurisé. La perquisition commença. Les parents, les deux frères et la sœur de Rachid Nourine sortirent du hall d'immeuble, menottés, et furent poussés dans le fourgon cellulaire. Le véhicule démarra, suivi de deux voitures de la DCPJ. Celle du commissaire Sanchez fermait la marche.

Son téléphone vibra au niveau du triangle de Rocquencourt.

– Sanchez.

– Chef, on a les relevés d'empreintes...

– Alors?

– Celles sur la première kalachnikov appartiennent à Rachid

Nourine. Les empreintes sur le chargeur du PAMAS appartiennent au lieutenant Stéphane Rougerie, chargé de la protection du général Palasset.

– OK. Et les empreintes digitales dans la 208?

– On en a retrouvé quatre : Chapal, Nourine, celles du deuxième suspect qui sont les mêmes que celles sur la deuxième kalachnikov...

– Et la quatrième paire d'empreintes?

– Inconnue.

– Il a une petite amie, Chapal?... C'est sûrement elle. Trouve son adresse et envoie-lui Anna quand elle a fini. Il faut qu'on soit sûrs.

À l'approche de la porte d'Auteuil, le téléphone vibra une deuxième fois.

– Ouais, Ludo. T'es où?

– Patron, je suis à la RATP. J'ai la photo du deuxième tireur!

Chapitre 5

Quai des Orfèvres

28 mai 2017, 36, quai des Orfèvres

À peine arrivés dans les bureaux du 36, on enferma les cinq membres de la famille Nourine dans des salles d'interrogatoire individuelles espacées le long d'un couloir sombre. Vers 22 h 45, un dossier à la main, Sanchez poussa la porte de la première salle et s'asseyait devant le cadet des frères Nourine.

– Pourquoi j'suis ici?! J'veux un avocat! protesta-t-il en la voyant.

– J'ai une mauvaise nouvelle pour toi, lui annonça-t-elle.

Il la regarda sans répondre.

– Dans le cadre d'une enquête terroriste, tu n'as droit à un avocat qu'au bout de soixante-douze heures. C'est la loi.

– Terroriste? T'es pas bien, toi?!

– Ton frère, il a jamais fréquenté les imams? dit Sanchez en lisant l'extrait du casier judiciaire.

– Mon frère, il chourave des vago⁹. Quand y aura un parking à la mosquée, là tu le verras...

Elle quitta la pièce. En s'avançant dans le couloir, elle aperçut Castaldi qui sortait de la troisième salle.

– Alors? demanda-t-elle.

– Les parents ne savent rien. La sœur ne sait rien. Ni les parents ni la sœur n'ont eu de démêlés avec la justice. En revanche, les

9. Voitures

deux frères...

– Oui, j’ai vu...

À 23 heures, son portable s’éclaira avec le nom «Anna» sur l’écran.

– Anna, tu es passée chez la copine de Chapal?

– Oui, une dénommée Nathalie Schiappa, vingt-huit ans, sans profession. Pas causante, la fille. Je lui ai fait le relevé, c’est bien ses empreintes qui sont dans la Peugeot.

– Bon. Celui qui nous manque, c’est le deuxième tireur.

– J’ai fait les recherches dans le FAED¹⁰, rien...

– Et Chapal?

– Il ne savait pas qu’on lui avait volé sa voiture.

– Pas d’antécédents?

– Rien. Il est clean.

– OK, laisse-le partir.

Sanchez appela le permanent du Service central informatique et traces technologiques (SCITT), où tous les portables et les ordinateurs saisis pendant la perquisition étaient en cours d’analyse.

– Rien pour moi?

– Rien pour le moment, commissaire.

– Pas même une petite vidéo de Daech?

– Non. En revanche, si vous voulez du porno hardcore, on a ce qu’il faut...

– Non, c’est bon. Rappelez-moi dès que vous avez trouvé quelque chose.

À 23 h 5, Ludo arriva dans les locaux, une bande magnétique à la main. Elle le suivit à l’étage supérieur. Un spécialiste de l’image les attendait, assis devant son matériel.

– Vous allez voir, patron! dit-il en enfonçant la bande dans le lecteur.

Les minutes et les secondes défilaient sur le moniteur. Des

trains circulaient en sens inverse, des passagers reculaient ou remontaient dans la rame en marche arrière.

– C’est lui! affirma Ludo.

L’opérateur de la DCPJ figea l’écran sur un jeune homme, le visage baissé, qui s’apprêtait à monter dans le métro. L’image reparut en arrière, et à nouveau en avant. La caméra le suivit tandis qu’il dévalait les escaliers. On distinguait aussi l’agent de la DGSE sur le quai opposé. Le tireur avait le visage dirigé vers une affiche publicitaire. À un moment, il se retourna.

– Putain, on le tient! Bien joué, Ludo. Maintenant, il me faut son nom...

* * *

– Nadia, personne ne t’accuse, toi ou ta famille, tu comprends?

– Ouais, j’comprends. J’suis pas mongolito, Madame.

La commissaire Sanchez était assise face à la jeune fille dans la salle d’interrogatoire. Deux gobelets de café posés sur la table en métal les séparaient. La pendule indiquait minuit.

– Nadia, il faut que tu m’aides. Plus vite tu m’aides, plus vite toi et ta famille vous rentrez chez vous.

– Ouais, j’comprends, mais j’sais rien.

– Ce qui veut dire que les 50 iPhone dans la chambre de ton frère, on oublie... Et la coke sous le sommier, on ferme les yeux.

Nadia l’écoutait en bâillant ostensiblement.

– Et la carte de séjour de ta mère qui n’est plus valable, on oublie aussi.

La jeune fille eut enfin une réaction. Ses yeux brillaient d’un éclat noir.

– Qu’est-ce que vous voulez? finit-elle par dire.

– Rachid avait un complice. Dis-nous si c’est lui.

Lucie sortit l’image de vidéosurveillance du dossier posé devant elle. L’heure apparaissait en haut à droite, 19 h 10.

10. Le FAED est le fichier automatisé des empreintes digitales qui contient tous les relevés décadactylaires et palmaires.

Nadia saisit la photo. Son regard fut traversé par un éclair.

– Ouais, je l'ai déjà vu, ce keum. Rachid et lui, ils étaient toujours ensemble.

– Ils étaient toujours ensemble... Tu veux dire...? demanda Sanchez d'un ton neutre.

– Mais non! Tu vas pas bien, toi! répondit la sœur d'un air outré.

– OK, OK... Alors, c'est qui, le pote de Rachid?

– Arnaud.

– Arnaud qui?

– Arnaud Clément.

– Et? Tu peux m'en dire plus?

Nadia réfléchit.

– Il s'est converti à l'Islam.

– Converti à l'Islam?

– Ouais, un jour, Rachid il a reçu un texto qui disait que deux potes à lui, ils étaient morts en Syrie. Alors, il a commencé à fréquenter des barbus. Arnaud, il allait avec lui. Et il s'est converti. Et Rachid, il commençait à poser des questions sur le Coran, à dire que la France c'était un pays de kouffars, toutes ces conneries...

– Merci Nadia, ta famille te doit une fière chandelle.

Les « barbus », ou les recruteurs salafistes. Dès les années 1990, Sanchez les avait vus opérer à Trappes et Cachan. Quand elle les avait signalés à sa hiérarchie, on lui avait répondu qu'un peu d'islam rigoriste ne ferait pas de mal pour calmer les délinquants. Quinze ans plus tard, les opinions avaient bien évolué.

Les collègues de Sanchez trouvèrent neuf Arnaud Clément dans la région parisienne. Ils appelèrent les numéros de fixe et de portable inscrits devant leurs yeux. Les bips d'enregistrement s'enclenchaient dès le début des conversations téléphoniques. Aucun ne semblait correspondre à la description obtenue de la sœur de Rachid Nourine.

– Mais c'est qui, cet Arnaud Clément, bordel? s'énerma Sanchez en se levant au milieu de la salle des détectives. D'où il sort?!

Elle se tourna vers les inspecteurs qui l'observaient :

– Allez, on lance un avis de recherche sur un Arnaud Clément, vingt ans, taille moyenne, brun, jean et sweatshirt, extrêmement dangereux, aperçu pour la dernière fois station Porte des Lilas. Vous me faites les gares, aéroports, péages, ports, tout y passe! Et diffusez à Interpol.

Elle se précipita ensuite dans le bureau du commissaire divisionnaire :

– Patron, vous faites comme vous voulez, appelez le préfet, mais j'ai besoin de parler à la DGSE!

– OK, Sanchez, j'ai compris...

– Patron, on a un suspect, dont personne n'a jamais entendu parler! Le mec, je l'ai pas inventé! On a sa photo et son nom!

– Oui, Sanchez.

– Alors, pourquoi on ne le trouve nulle part? Il n'est sur aucune liste de surveillance... Rien. C'est comme s'il n'existait pas. C'est pas possible!

Le commissaire l'observa en silence, sans cesser de compulsier des papiers.

– Et j'ai besoin de convoquer Palasset, ajouta-t-elle.

– Et pourquoi pas une perquis' à son domicile?

Elle claqua la porte. Le divisionnaire regarda le portrait de sa femme et de ses enfants qui tremblait sur son bureau.

* * *

À 2 heures du matin, Sanchez était de retour chez elle. Elle consulta son portable et découvrit trois appels manqués de sa mère. Au vu de l'heure tardive, elle décida de ne pas rappeler.

Elle ouvrit le dossier constitué à la hâte.

Allongée sur son lit, elle examina les clichés et les rapports :

Pour en savoir plus
sur les Éditions La Tengo
(catalogue, abonnements, boutique, actualités...),
prolongez votre lecture sur notre site Internet
www.la-tengo.com

Dépôt légal : octobre 2019